



Association Hospitalière de Bourgogne Franche-Comté
Rue Justin et Claude Perchot
70160 SAINT-REMY

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les Comptes Annuels

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Experts Comptables
Commissaires aux Comptes
Associés :

- Éric CORRET
- Nicolas MORON
- Maxime DEFOSSE
- Charles GOUREAU

Adresse
Parc Valmy – Le Quatuor
3G Rue Jeanne Barret
21000 DIJON

Tél : 03.80.72.22.10 / 03.80.72.93.72
E mail : acc@experts-acc.fr

www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 €
RCS DIJON B 415 191 378
Inscrite à l'Ordre Régional des Experts Comptables
de Bourgogne Franche Comté et sur la liste nationale des
Commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC de Besançon-
Dijon

À l'Assemblée générale des adhérents,

1. OPINION AVEC RESERVES SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Hospitalière de Bourgogne Franche-Comté** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « *Fondement de l'opinion avec réserve* », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

Motivation de la réserve pour désaccord

Les comptes annuels de l'association sont élaborés sur la base des règles comptables associatives privées applicables à une structure de ce type.

L'association est toutefois conduite à pratiquer différents arbitrages et à appliquer différentes dérogations au droit comptable privé pour la présentation de ses comptes, ceci en raison :

- De son positionnement d'acteur privé non lucratif évoluant dans un environnement de culture essentiellement publique, pour ses activités sanitaires, dans lequel le financeur impose quelquefois des traitements comptables dérogatoires aux règles privées.
- De la coexistence d'activités relevant des réglementations sanitaires, sociales ou médicosociales, dont les dispositions comptables sont imparfaitement harmonisées.

Ces dérogations concernent essentiellement les provisions et assimilées constituées au cours des exercices antérieurs qui, pour certaines d'entre elles, ne répondent pas à la définition prévue par le Plan comptable général (PCG). Les mouvements relatifs à ces provisions ont impacté aussi bien les

Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

résultats présentés antérieurement que ceux de l'exercice. Le montant de ces provisions ne répondant pas à la définition prévue par le PCG est de 4 272 053 euros.

Bien qu'une information soit apportée sur le traitement de ce point dans l'annexe aux comptes annuels, notamment dans les parties « *Principes et méthodes comptables* » et « *Informations sur les postes du passif du bilan – Provisions* », l'importance de cette dérogation et son impact sur le résultat, nous conduisent à devoir formuler une réserve sur la régularité (c'est à dire la conformité à la règle comptable privée applicable) des comptes présentés.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.**

3. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « *Fondement de l'opinion avec réserve* », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes arrêtés dans les conditions rappelées précédemment.

Ces appréciations ont également porté sur l'annexe des comptes annuels afin de s'assurer de la pertinence des informations renseignées.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des points décrits dans la partie « *Fondement de l'opinion avec réserve* », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le **Conseil d'Administration**.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Dijon, le 13 juin 2025

**Le Commissaire aux Comptes,
SARL ACC**



**Monsieur Charles GOUREAU,
Associé mandataire social**

Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

ANNEXE**Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Cabinet ACC**

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

BILAN

ACTIF	Brut	Amortissements et dépréciations	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	8 335	8 335	-	
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, ...	1 985 999	840 642	1 145 357	1 351 889
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 516 972	58 044	1 458 927	1 384 634
Constructions	130 312 575	99 884 596	30 427 980	32 378 416
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 965 893	7 571 959	2 393 934	2 480 947
Autres immobilisations corporelles	8 480 887	5 125 135	3 355 752	2 978 058
Immobilisations corporelles en cours	2 695 753		2 695 753	339 494
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	7 800		7 800	7 800
Autres titres immobilisés	4 208 759		4 208 759	4 205 840
Prêts				
Autres immobilisations financières	69 244		69 244	66 979
TOTAL I	159 252 217	113 488 711	45 763 506	45 194 056
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	1 406 481	54 756	1 351 725	1 389 172
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 833 276	222 818	5 610 458	5 564 020
Autres créances	2 748 849		2 748 849	2 500 131
Valeurs mobilières placement	1 968 343		1 968 343	1 988 081
Disponibilités	60 528 927		60 528 927	59 037 783
Charges constatées d'avance	368 364		368 364	183 394
TOTAL II	72 854 240	277 674	72 576 667	70 662 680
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	232 106 457	113 766 285	118 340 172	115 856 636

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	4 864 199	4 518 419
Fonds propres avec droits de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Excédents affectés à l'investissement	34 498 451	34 456 075
Réserve de compensation	5 744 173	5 744 209
Réserve de trésorerie	20 371	20 371
Autres		
Report à nouveau	(987 977)	(172 375)
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	126 877	(773 261)
Situation nette (sous total)	44 266 095	43 793 437
Subventions d'investissement	1 945 359	895 068
Provisions réglementées	334 332	341 899
TOTAL I	46 545 785	45 030 404
FONDS REPORTES ET DEDES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	4 748 602	5 691 602
TOTAL II	4 748 602	5 691 602
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 782 938	2 531 356
Provisions pour pensions et obligations similaires	736 877	741 386
Provisions pour charges	5 192 352	3 077 484
TOTAL III	8 712 167	6 350 226
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	30 183 354	31 392 733
Emprunts et dettes financières diverses	308 713	302 158
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 637 311	3 405 778
Dettes fiscales et sociales	21 950 521	21 655 075
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 403 566	777 105
Autres dettes	532 265	933 668
Produits constatés d'avance	317 888	317 888
TOTAL IV	58 333 619	58 784 404
Ecarts de conversions passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	118 340 172	115 856 636

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE

Le Commissaire aux Comptes

ACC

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	272	256
Ventes de biens		
Ventes de prestations de services	1 412 909	1 242 229
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	131 357 621	128 340 725
Subventions d'exploitation	2 143 532	2 207 207
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 357 708	228 550
Utilisation des fonds dédiés	1 658 785	1 230 691
Autres produits	1 026 808	955 503
TOTAL I	138 957 635	134 205 161
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats	3 627 312	3 776 668
Variation de stock	37 447	(13 445)
Autres achats et charges externes	26 091 440	24 849 881
Impôts, taxes et versements assimilés	8 840 302	8 656 224
Salaires et traitements	65 251 758	64 445 934
Charges sociales	24 730 663	24 319 004
Dotations amortissements sur immobilisations	5 273 452	5 112 543
Dotations aux provisions	3 822 939	570 999
Reports en fonds dédiés	715 785	2 646 621
Autres charges	505 950	417 261
TOTAL II	138 897 049	134 781 689
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	60 586	(576 527)
PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participation	1 510 441	948 334
Produits d'autres valeurs mobilières	84 165	13 264
Autres intérêts et produits assimilés	4 515	19 468
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 599 120	981 066
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 440 049	1 498 315
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	1 440 049	1 498 315
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	159 071	(517 249)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	219 657	(1 093 776)

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 123 925	1 305 696
Sur opérations en capital	266 340	45 132
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	201 375	26 494
TOTAL V	1 591 640	1 377 323
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 299 769	924 201
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	189 171	1 438
TOTAL VI	1 488 940	925 639
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	102 700	451 684
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	195 480	131 168
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	142 148 395	136 563 550
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	142 021 518	137 336 811
EXCEDENT OU DEFICIT	126 877	(773 261)

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
I. INFORMATIONS GENERALES	6
A. <i>Description de l'objet social et du périmètre des activités</i>	6
B. <i>Faits significatifs de l'exercice</i>	7
C. <i>Principes et méthodes comptables</i>	7
II. INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN	8
A. <i>Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé</i>	8
B. <i>Etat des stocks</i>	10
C. <i>Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice</i>	11
D. <i>Trésorerie</i>	11
III. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU PASSIF DU BILAN	11
A. <i>Fonds propres et tableau de variation</i>	11
B. <i>Résultat effectif</i>	12
C. <i>Fonds dédiés</i>	12
D. <i>Provisions</i>	13
E. <i>Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice</i>	14
IV. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT	14
A. <i>Cotisations</i>	14
B. <i>Concours publics et subventions</i>	14
C. <i>Ressources de l'exercice</i>	15
D. <i>Contributions volontaires en nature</i>	15
E. <i>Eléments étalés sur plusieurs exercices</i>	18
F. <i>Opérations exceptionnelles</i>	19
V. AUTRES INFORMATIONS	19
A. <i>Honoraires du Commissaire aux comptes</i>	19
B. <i>Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants</i>	20
C. <i>Effectif à la clôture</i>	20

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

INTRODUCTION

Annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice, dont le total est de 118 340 172 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 138 897 049 € et dégageant un excédent de 126 877 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. INFORMATIONS GENERALES

A. Description de l'objet social et du périmètre des activités

Association privée à but non lucratif, reconnue d'intérêt général, régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association Hospitalière de Bourgogne Franche-Comté (AHBFC) gère des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux en Haute-Saône, sur le Territoire de Belfort et le Nord du Doubs, à destination principalement de 3 types de public : personnes présentant des troubles psychiatriques, adultes handicapés et personnes âgées dépendantes.

Le Centre Hospitalier Spécialisé (CHS) de Saint-Rémy et Nord Franche-Comté est un Établissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif (ESPIC) Participant au Service Public Hospitalier (PSPH).

Avec plusieurs sites d'hospitalisation et de nombreux services ambulatoires de proximité (notamment Centres Médico-Psychologiques et hôpitaux de jour) déployés tant sur la Haute-Saône que sur le Nord Franche-Comté, le CHS assure la prise en charge sanitaire des personnes présentant des troubles psychiatriques.

Son offre de soins en psychiatrie est organisée en filières, correspondant aux différents âges de la vie (enfant, adolescent, adulte et sujet âgé) et incluant des prises en charge spécifiques (urgences, soins sans consentement, addictologie, ...) avec une répartition des équipes pluridisciplinaires en secteurs et inter secteurs.

Des dispositifs complémentaires également portés par l'AHBFC gravitent autour du CHS tels que les Maisons De l'Adolescence, les permanences d'accès aux soins de santé psychiatrique, les Plateformes de Coordination en Psychiatrie et Santé Mentale.

Les Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux

L'AHBFC propose sur son territoire une offre d'hébergement dédiée respectivement aux personnes âgées dépendantes (EHPAD et USLD) et aux adultes en situation de handicap (EAM et MAS) mais aussi un panel de prestations en milieu ordinaire et de logement accompagné s'adressant aux personnes souffrant de handicap psychique (Résidences Accueil, CHRS, SAVS, SAMSAH, équipes mobiles, etc.).

Ces établissements et services sont organisés en pôles pour une meilleure coordination dans le cadre des parcours de soins et de vie des usagers.

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE

Le Commissaire aux Comptes

ACC

B. Faits significatifs de l'exercice

✓ **Difficultés de recrutement**

Les difficultés de recrutement rencontrées par l'AHBFC, sur le plan médical et soignant (notamment infirmier et aide-soignant), se poursuivent en 2024. La politique globale et incitative de recrutement des personnels soignants décidée et effective depuis 2021 a été reconduite pour 2024. Au regard des postes non pourvus et des salariés absents (formation-qualifiante, maladie...), le recours à l'intérim a fortement évolué cette année. Nous avons organisé le 4 avril 2024 une journée « Infirmier(e) en Psychiatrie & Santé Mentale » à Vesoul, qui a réuni près de 400 participants, dont l'objectif essentiel était de faire découvrir le métier d'infirmier en psychiatrie et santé mentale aux (futurs) professionnels de santé.

✓ **Validation du projet d'établissement du CHS 2024-2028 en Assemblée Générale**

Le projet d'établissement du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint-Rémy & Nord Franche-Comté inclut à la fois :

- un projet médico-soignant élaboré à l'automne 2023 par les équipes médicales et soignantes de l'établissement avec l'appui méthodologique d'un spécialiste externe ;
- une partie dédiée au management stratégique avec des thématiques transversales.

Ce document vise à traduire sur notre établissement sanitaire, la vision et la stratégie du projet associatif.

✓ **Création du SAMSAH 70**

Un nouveau Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes en situation de Handicap psychique prévu a ouvert ses portes à Vesoul le 8 novembre 2024, par transfert de 30 places du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale.

➤ L'AHBFC gère désormais 17 établissements et services.

C. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément :

- aux dispositions du Code de commerce ;
- aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général ;
- aux dispositions spécifiques du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2020-08 ;
- aux dispositions spécifiques du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'activité,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

II. INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

A. Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

✓ Méthodes d'amortissement

Eléments	Mode d'amortissement	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	3 à 10 ans
Agencements et aménagements des terrains	Linéaire	10 à 15 ans
Bâtiments	Linéaire	10 à 30 ans
Installations générales	Linéaire	7 à 15 ans
Constructions sur sol d'autrui	Linéaire	10 à 30 ans
Installations, matériel et outillage techniques	Linéaire	3 à 7 ans
Installations générales, agencements, aménagements divers	Linéaire	5 à 7 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau et matériel informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

✓ Bail emphytéotique Centre Hospitalier Pierre Engel à Bavilliers

Un bail a été rédigé en 2007 entre le Centre Hospitalier de Belfort-Montbéliard et l'AHBFC. Il porte sur le Centre Hospitalier Pierre Engel situé à Bavilliers (90).

La durée de ce bail est de 30 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2036.

A l'issue du bail, il est prévu dans le contrat une restitution des bâtiments au bailleur sans indemnité.

Un pacte de préférence a été inclus dans le bail pour donner priorité à l'AHBFC d'acquérir le bien aux mêmes conditions qu'un acheteur extérieur.

✓ Immobilisations financières

Un contrat de capitalisation a été souscrit en date du 18/10/2017 pour un montant de 4 000 000 € auprès d'Assurance Epargne Pension, filiale de la BNP, via la Banque Populaire et figure au poste « Titres immobilisés ».

Le capital, en fonds euros, est garanti à 100%.

La plus-value fiscale latente de l'année 2024 est évaluée à 117 255 €, soumise à l'IS à 10%.

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions
Immobilisations incorporelles		
Frais d'établissement, de recherche et développement	8 335	
Concessions, brevets licences	1 960 748	235 569
Immobilisations incorporelles en cours		
Total I	1 969 083	235 569
Immobilisations corporelles		
Terrains	1 431 298	85 673
Construction sur sol propre	104 899 549	910 176
Construction sur sol d'autrui	19 974 724	8 008
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 908 978	828 893
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 382 978	582 915
Installations générales, agencements et aménagements divers	4 053 070	374 188
Matériel de transport	1 407 403	221 202
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 874 547	466 473
Animaux de loisirs	5 265	
Immobilisations corporelles en cours	339 494	3 675 623
Avances et acomptes		
Total II	147 277 307	7 153 151
Immobilisations financières		
Participations	7 800	
Autres titres immobilisés	4 205 840	2 920
Prêts et autres immobilisations financières	66 979	2 986
Total III	4 280 618	5 905
TOTAL GENERAL (I+II+III)	153 527 008	7 394 625

IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
	Par virement	Par cession	
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement			8 335
Concessions, brevets licences		210 318	1 985 999
Immobilisations incorporelles en cours			
Total I		210 318	1 994 334
Immobilisations corporelles			
Terrains			1 516 972
Construction sur sol propre		96 546	105 713 179
Construction sur sol d'autrui			19 982 733
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	121 207		4 616 664
Installations techniques, matériel et outillage industriels			9 965 893
Installations générales, agencements et aménagements divers			4 427 258
Matériel de transport		42 468	1 586 137
Matériel de bureau et informatique, mobilier	121 207		2 462 227
Animaux de loisirs			5 265
Immobilisations corporelles en cours	1 319 364		2 695 753
Avances et acomptes			
Total II	1 319 364	139 014	152 972 080
Immobilisations financières			
Participations			7 800
Autres titres immobilisés			4 208 759
Prêts et autres immobilisations financières		721	69 244
Total III		721	4 285 803
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 319 364	350 053	159 252 217

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE

Le Commissaire aux Comptes

ACC

AMORTISSEMENTS

SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties / Reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement	8 335			8 335
Autres immobilisations incorporelles	608 859	442 100	210 318	840 642
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Agencements Aménagements terrain	46 664	11 380		58 044
Construction sur sol propre	82 011 701	2 572 749	96 546	84 487 905
Construction sur sol d'autrui	12 906 501	711 520		13 618 021
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 365 426	413 244		1 778 670
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 902 031	669 928		7 571 959
Installations générales, agencements et aménagements divers	2 491 535	286 157		2 777 692
Matériel de transport	722 732	149 308		872 040
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 268 328	205 183		1 473 510
Animaux de loisirs	839	1 053		1 892
Total III	107 715 758	5 020 522	96 546	112 639 734
TOTAL GENERAL (I+II+III)	108 332 952	5 462 623	306 864	113 488 711

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	252 929		189 171
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Agencements Aménagements terrain	11 380		
Construction sur sol propre	2 572 749		
Construction sur sol d'autrui	711 520		
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	413 244		
Installations techniques, matériel et outillage industriels	669 928		
Installations générales, agencements et aménagements divers	286 157		
Matériel de transport	149 308		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	205 183		
Animaux de loisirs	1 053		
Total III	5 020 522		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	5 273 452		189 171

B. Etat des stocks

La valeur brute des éléments comptabilisés en stock comprend le prix d'achat ainsi que les frais accessoires d'achat.

La valeur du stock est déterminée selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le stock dormant.

stock	brut	dépréciation	net
pharmacie	181 167	- 1 820	179 348
magasin	1 225 313	- 52 936	1 172 377
total	1 406 481	- 54 756	1 351 725

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE

Le Commissaire aux Comptes

ACC

C. Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	69 244		69 244
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	222 818	222 818	
Autres créances clients	5 610 458	5 610 458	
Personnel et comptes rattachés	1 526 333	1 526 333	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	158 503	158 503	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts taxes et versements assimilés	8 151	8 151	
Divers	2 412	2 412	
Débiteurs divers	1 053 450	1 053 450	
Charges constatées d'avance	368 364	368 364	
Total	9 019 733	8 950 489	69 244
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice			
(2) Dont remboursement obtenus en cours d'exercice			

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement survenues ou auxquelles elles pourraient donner lieu.

D. Trésorerie

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

Les disponibilités ont été évaluées à leur valeur nominale.

III. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

A. Fonds propres et tableau de variation

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	4 518 419		345 780		4 864 199
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	40 220 654	60 728	66 777	85 164	40 262 995
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	10 612 762	60 728	66 777	85 164	10 655 103
Report à nouveau	- 172 375	- 833 989	85 164	66 777	- 987 977
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 1 053 735	- 959 246	85 164	66 777	- 1 994 594
Excédent ou déficit de l'exercice	- 773 261	773 261	126 877		126 877
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 898 518	898 518		675 183	- 675 183
Situation nette	43 793 437	-	624 598	151 941	44 266 094
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	895 068		1 225 442	175 151	1 945 359
Provisions réglementées	341 899			7 567	334 332
Total	45 030 404	-	1 850 040	334 659	46 545 785

B. Résultat effectif

Détermination du résultat effectif global	2024	2023
Résultat comptable	126 877	773 261
Reprise du résultat antérieur	- 63 472	981 196
Excédent effectif global	63 405	207 935
Dont résultat effectif sous gestion propre	802 060	125 258
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 738 655	82 677

C. Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DÉDIÉS ISSUS DE	À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		Transferts	À LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
GCS ADN	85 906					85 906	
Lions Club	200					200	200
Contributions financières d'autres organismes							
Financement lits apaisement Discus	2 200 000	550 000				2 750 000	2 750 000
CNR Mesure Guerini	1 166 380		1 166 380			-	
Financement EMPP	548 000	61 000				609 000	609 000
CNR Qualité de Vie au Travail	383 230		62 381			320 848	
Hop'En	322 400		34 313			288 087	
CNR Télémédecine	239 604					239 604	
CNR Action PTSM	200 000		9 800			190 200	
MDA 70	143 542	95 785	138 051			101 276	
Plateforme de Coordination	138 951					138 951	138 951
CNR Formations	119 946		119 946			-	
CNR Samsah 70	112 500		112 500			-	
CNR Plan pauvreté	7 624					7 624	
CNR Inflation	7 366		7 366			-	
MDA 90	6 814		6 814			-	
CNR Prime IPA	4 411					4 411	4 411
CNR Enquête des coûts	4 263		889			3 374	
CNR Bucco-dentaire	465		345			120	
CNR CPOM CHRS		9 000				9 000	
TOTAL	5 691 602	715 785	1 658 785	-	-	4 748 602	3 502 562

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

D. Provisions

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Par virement	Augmentations Dotations exercice	Diminutions Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour renouvellement des immobilisations	12 790			7 567	5 223
Autres provisions réglementées	329 109				329 109
Total I	341 899	-	-	7 567	334 332
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour pensions et obligations similaires	741 386		31 500	36 010	736 877
Provisions pour grosses réparations	1 504 999			46 698	1 458 301
Autres provisions pour risques et charges	4 103 841		3 572 716	1 159 569	6 516 988
Total II	6 350 226	-	3 604 216	1 242 276	8 712 166
Provisions pour dépréciations					
Sur stocks et en-cours	54 756				54 756
Sur comptes clients	112 940		218 722	108 844	222 818
Total III	167 696	-	218 722	108 844	277 574
TOTAL GENERAL (I+II+III)	6 859 820	-	3 822 938	1 358 687	9 324 071
- d'exploitation			3 822 938	1 351 120	
Dont dotations et reprises : - financières					
- exceptionnelles				7 567	

✓ Provisions

Les financements publics perçus de la part des autorités de tarification sont soumis à une réglementation spécifique prévue par le Code de l'Action Sociale et des Familles et le Code de la Santé Publique en réponse à des exigences budgétaires.

Conformément à l'article 214-8 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, l'établissement gestionnaire enregistre dans ses comptes une provision réglementée lorsqu'il y a application dans les comptes d'un établissement des dispositions spécifiques liées aux provisions prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles.

En application de l'article 313-1 du règlement ANC n° 2014-03, ces provisions étant autorisées par des textes particuliers tout en ne répondant pas à l'objet normal d'une provision, d'un amortissement ou d'une dépréciation, ils sont comptabilisés en amortissements dérogatoires ou provisions réglementées.

Il s'agit notamment des provisions pour renouvellement des immobilisations, des provisions afférentes aux plus-values nettes d'actif, des provisions pour gros entretien et des provisions pour charge d'amortissement.

✓ Pensions, retraites et versements similaires

Les passifs relatifs aux engagements de l'AHBFC en matière de pensions en raison du départ à la retraite des membres du personnel sont, en partie, constatés sous forme de provisions.

L'indemnité de fin de carrière est déterminée selon les dispositions de la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951.

Les hypothèses adoptées pour évaluer l'engagement de départ à la retraite sont les suivantes :

- taux de rotation du personnel : néant ;
- taux d'évolution des salaires : 1 % ;
- taux d'actualisation : néant ;
- départ à l'initiative du salarié à 64 ans pour le personnel non médical et à 67 ans pour le personnel médical ;
- table de mortalité utilisée : néant.

Le montant de l'engagement relatif au Centre Hospitalier est en partie couvert par un fonds externalisé dont le capital disponible à la date de clôture s'élève à 7 928 518 € alors que l'engagement total est évalué à 33 777 707 €, ainsi les 13 prochaines années de départ sont couvertes.

Le montant de l'engagement relatif aux établissements sociaux et médico-sociaux est provisionné à hauteur de 736 877 € pour un engagement valorisé à 545 309 € pour les 5 prochaines années de départ.

E. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus 2025	De 2 à 5 ans 2026 à 2030	A plus de 5 ans 2031 et plus
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit				
- à un an maximum à l'origine				
- à plus d'un an à l'origine	30 183 354	2 039 419	6 597 024	21 546 911
Emprunts et dettes financières diverses	308 713			308 713
Avances, acomptes reçus				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 637 311	3 637 311		
Personnel et comptes rattachés	10 128 093	10 128 093		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 561 061	8 561 061		
Impôts sur les bénéfices	195 480	195 480		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	3 065 887	3 065 887		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 403 566	1 403 566		
Autres dettes	532 265	532 265		
Produits constatés d'avance	317 888	317 888		
Total	58 333 619	29 880 970	6 597 024	21 855 624
Emprunts souscrits en cours d'exercice	499 970			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 709 349			

IV. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

A. Cotisations

Les cotisations permettent notamment la participation à l'Assemblée Générale et la réception de publications.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

B. Concours publics et subventions

Autorité administrative	Dotations	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement	Total
Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté	117 308 797	1 276 031	477 904	119 062 732
Conseil Départemental de la Haute-Saône	3 097 827	14 000	535 206	3 647 033
Etat	353 612	317 028		670 640
CHU Jean Minjoz		310 866		310 866
Conseil Départemental du Doubs	141 859	25 500		167 359
Conseil Départemental du Territoire de Belfort	158 383			158 383
Caisse d'Allocations Familiales		113 579		113 579
Carsat		23 440		23 440
Ville de Belfort		19 600		19 600
Pays de Montbéliard Agglomération		900		900
Total	121 060 478	2 100 944	1 013 110	124 174 532

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

C. Ressources de l'exercice

Ventilation des ressources de l'exercice d'un total de 134 914 062 € (incluant les ventes, les concours publics et les subventions), par catégories d'activité :

- Sanitaire :	105 931 867 €	79 %
- Médico-social :	27 356 334 €	20 %
- Social :	1 625 861 €	1 %

D. Contributions volontaires en nature

✓ Maison Des Adolescents Nord Franche-Comté

➤ Locaux mis à disposition

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit des locaux situés 3 rue Jules Vallès à **Belfort**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 9 janvier 2023 pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} mars 2023.

Cette mise à disposition est évaluée à 20 160 € au titre de l'exercice.

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 24 faubourg de Belfort à **Delle**, dans les locaux de l'Espace des Solidarités Départementales du Sud Territoire.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 5 janvier 2022 pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement pendant 5 ans, à compter du 6 septembre 2021.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 560 € au titre de l'exercice.

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 1 impasse des Combasles à **Beaucourt**, dans les locaux de l'antenne de l'Espace des Solidarités Départementales du Sud Territoire.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 5 janvier 2022 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction pendant 5 ans, à compter du 6 septembre 2021.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 560 € au titre de l'exercice.

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 2 avenue Jean Moulin à **Giromagny**, dans les locaux de l'antenne de l'Espace des Solidarités Départementales du Nord Territoire.

Cette mise à disposition est évaluée à 468 € au titre de l'exercice.

La Commune de Valentigney nous met à disposition à titre gratuit un bureau au CCAS situé place Emile Peugeot à **Valentigney**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 30 juin 2017 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 30 juin 2017.

Cette mise à disposition est évaluée à 612 € au titre de l'exercice.

La Ville d'Audincourt nous met à disposition à titre gratuit deux bureaux à l'Espace des Services Publics situé 8 avenue Aristide Briand à **Audincourt**.

Deux conventions de mise à disposition ont été conclues le 4 juillet 2024 pour l'une et le 25 octobre 2024 pour l'autre pour une durée de 5 ans chacune à compter de leur date de signature.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 328 € au titre de l'exercice.

Le CCAS de Montbéliard nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 11 rue Maurice Ravel à **Montbéliard**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 28 juin 2018 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 28 juin 2018.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 245 € au titre de l'exercice.

La Commune de Bethoncourt nous met à disposition à titre gratuit un bureau au CCAS situé 13 rue Buffon à **Bethoncourt**.

Une convention de mise à disposition a été conclue pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 12 décembre 2022.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 848 € au titre de l'exercice.

La Ville de Blamont nous met à disposition un espace de la médiathèque situé au sein de l'agence postale au 2 ter rue du Lomont à **Blamont**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 10 octobre 2024 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 16 septembre 2024.

L'estimation de cette mise à disposition n'est pas connue.

La Ville de Sochaux nous met à disposition un bureau situé au sein de la mairie au 4 rue de l'Hôtel de Ville à **Sochaux**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 10 octobre 2024 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 17 septembre 2024.

L'estimation de cette mise à disposition n'est pas connue.

➤ **Personnel mis à disposition**

L'Association d'Hygiène Sociale de Franche-Comté nous met à disposition à titre gratuit un intervenant en addictologie pour l'équivalent de 0,06 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 3 125,76 € au titre de l'exercice.

Le Centre Médico-Social d'Héricourt nous met à disposition à titre gratuit un assistant social pour l'équivalent de 0,18 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 9 617,72 € au titre de l'exercice.

La Protection Judiciaire de la Jeunesse nous met à disposition à titre gratuit un éducateur pour l'équivalent de 0,08 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 4 175,17 € au titre de l'exercice.

L'Education Nationale nous met à disposition à titre gratuit un psychologue pour l'équivalent de 0,03 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 846,51 € au titre de l'exercice.

La Mission Locale du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un conseiller Emploi Formation Insertion pour l'équivalent de 0,02 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 013,58 € au titre de l'exercice.

L'association IDEIS nous met à disposition à titre gratuit un conseiller Emploi Formation Insertion pour l'équivalent de 0,02 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 013,58 € au titre de l'exercice.

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un médiateur familial pour l'équivalent de 0,04 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 2 027,16 € au titre de l'exercice.

✓ **Maison Des Adolescents de la Haute-Saône**

➤ **Locaux mis à disposition**

La Mission Locale de Lure, Luxeuil-les-Bains et Champagney nous met à disposition à titre gratuit des locaux situés 53 rue des Pâquerettes à **Luxeuil-les-Bains**.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 104 € au titre de l'exercice.

La Commune de Vesoul nous met à disposition à titre gratuit des locaux situés 19 rue de la Banque à **Vesoul**.

Une convention de mise à disposition a été conclue pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction pendant 10 ans à compter du 1^{er} février 2017.

Cette mise à disposition est évaluée à 18 786 € au titre de l'exercice.

La Commune de Gray nous met à disposition à titre gratuit un local situé 10 rue des casernes à **Gray**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 19 janvier 2017 pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} février 2017.

Cette mise à disposition est évaluée à 6 798 € au titre de l'exercice.

La Commune de Rioz nous met à disposition à titre gratuit un bureau dans le Centre Culturel, Social et de Loisirs Roger Robinet situé 7 route de Montbozon à **Rioz**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 4 avril 2018 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 28 mars 2018.

Cette mise à disposition est évaluée à 3 816 € au titre de l'exercice.

Le Centre Social et Culturel de Lure nous met à disposition une salle dans le Centre Social et Culturel Jeanne Schlotterer situé 17 esplanade Charles de Gaulle à **Lure**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 24 octobre 2019 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 6 novembre 2019.

Cette mise à disposition est évaluée à 2 940 € au titre de l'exercice.

La Commune de Jussey nous met à disposition un bureau situé place du Champ de Foire à **Jussey**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 27 décembre 2023 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 11 décembre 2023.

Cette mise à disposition est évaluée à 2 910 € au titre de l'exercice.

➤ **Personnel mis à disposition**

Le Centre d'Information et de Consultation sur la Sexualité nous met à disposition à titre gratuit un psychologue pour l'équivalent de 0,10 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 5 119 € au titre de l'exercice.

L'Association Addictions France nous met à disposition à titre gratuit un psychologue pour l'équivalent de 0,30 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 15 356 € au titre de l'exercice.

E. Eléments étalés sur plusieurs exercices

Produits constatés d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation	317 888	317 888
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	317 888	317 888

Charges constatées d'avance	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'exploitation	368 364	183 394
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	368 364	183 394

CERTIFIÉ REGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

F. Opérations exceptionnelles

CHARGES EXCEPTIONNELLES	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations de gestion		
67120000 PENALITES AMENDES	23	
67180000 AUTR CHARGES EXCEPT. DE GEST COURANTE	287 186	284 987
67210001 CHARGES PEL/EXERCICES ANTERIEURS (NON MED)	24 825	43 396
67210002 CHARGES /EXERCICES ANTERIEUR PEL MED	38 963	111 527
67220001 CHARGES MEDICALES / EXERCICES ANTERIEURS	5 618	14 842
67230001 CHARGES HOTEL. ET GEN. / EXERCICES ANTERIEURS	263 301	396 223
67288000 AUTRES CHARGES SUR EX ANTERIEUR	5 511	
67300001 ANNUL. TITRES AFFERANTS AUX PRODUITS	531 399	171 652
67810000 CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR PEL NON MEDICAL ESMS	18 732	18 752
67820000 CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR PEL MEDICAL ESMS	457	9 504
67830000 FACTURES ANNULEES SUR EXERCICES ANTERIEURS ESMS	67 426	64 691
67880000 AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES ESMS	56 327	12 501
	1 299 769	1 128 074
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles amortissements, provisions		
68700000 DOTATION AUX AMORTS EXCEPTION.	189 171	1 438
	189 171	1 438
TOTAL	1 488 940	1 129 512

PRODUITS EXCEPTIONNELS	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations de gestion		
77130000 LIBERALITES RECUES	2 400	
77140000 RENTREES/CREANCES AMORTIES	905	8 088
77180000 AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	22 461	234 757
77200000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	165 471	252 269
77200001 FACTURES REEMISES SUR HOSPIT. DES EXERCICES ANTERIEURS	462 336	139 027
77221000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL NON MEDICAL	65 001	553 160
77222000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL MEDICAL	183 051	86 829
77810000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL NON MEDICAL	22 206	142 560
77820000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL MEDICAL	576	5 370
77830000 FACTURES REEMISES SUR HOSPIT. DES EXERCICES ANTERIEURS	68 043	64 691
77880000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	131 478	22 816
	1 123 925	1 509 569
Sur opérations en capital		
77520000 PRODUITS DE CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF	91 189	500
77700000 QUOTE PART SUBV VIREE CPTÉ DE RESULTAT	175 151	44 632
	266 340	45 132
Reprise provisions réglementées et transfert de charges		
78742000 REPRISE PROV REGLEMNT POUR RENV IMPOS	7 567	11 344
79700000 TRANSFERT DE CHARGES EXCEPTION	193 808	15 150
	201 375	26 494
TOTAL	1 591 640	1 581 196

V. AUTRES INFORMATIONS

A. Honoraires du Commissaire aux comptes

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

Les honoraires du Commissaire aux comptes afférents à la certification des comptes annuels s'élèvent à 39 290 € au titre de l'exercice.

Il n'y a pas d'autres services facturés.

B. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'élèvent à 273 837 € au titre de l'exercice.

Leurs avantages en nature compris dans ces rémunérations s'élèvent à 20 890 €.

C. Effectif à la clôture

1 858 salariés dont 44 personnels mis à disposition et 12 internes

- 1 712 CDI
- âge moyen : 45 ans
- ancienneté moyenne : 12 ans

Soit 1 748,76 ETP, répartis comme suit :

- | | |
|--|--------------|
| - services de soins : | 1 427,66 ETP |
| - services administratifs et direction : | 201,86 ETP |
| - services logistiques : | 119,24 ETP |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

La répartition du personnel par genre est de 1 527 femmes pour 331 hommes.